

# Pardon, le bien des enfants?



Salomé Corbo chroniqueuse journal Le devoir

6 décembre 2023

Je ne suis pas une personne souvent en colère et lorsque ça m'arrive, ça ne dure jamais longtemps. Je trouve cet état beaucoup trop énergivore. Je suis trop paresseuse pour nourrir du ressentiment. Reste que depuis le 1<sup>er</sup> décembre, je vois rouge.

La moutarde m'est montée au nez lorsque j'ai entendu notre premier ministre demander aux syndicats d'arrêter la grève « pour le bien de nos enfants ». De nombreux journalistes et chroniqueurs ont relayé et commenté cette sortie, mais j'en ai encore trop sur le cœur pour ne pas renchérir.

Commençons par la forme de ses propos.

En tant qu'actrice et metteuse en scène, j'ai ce qu'il faut pour analyser le ton de notre chef d'État. Son débit ralenti et ses phrases parsemées de pauses inutiles rappelaient une oraison funèbre prononcée par un curé neurasthénique. Il a indûment étiré le son des voyelles, particulièrement les nasales, pour créer un effet misérabiliste accentué par une insupportable mollesse vocale.

Bien entendu, un premier ministre n'est pas tenu de livrer tous ses points de presse avec la fougue et l'éloquence de la tirade du nez de Cyrano de Bergerac. En revanche, s'il veut jouer sur les cordes sensibles de ses électeurs, il doit le faire avec sincérité et/ou virtuosité. Pour nous faire croire que ce qu'il dit lui tient profondément à cœur, il lui faut du tonus. M. Legault a plutôt fait preuve d'indolence, j'irai même jusqu'à dire d'apathie, ce qui lui a coupé toute crédibilité.

Poursuivons avec le fond de ses propos, « le bien des enfants ».

L'école est fondamentale pour le développement des enfants. Ils y acquièrent des connaissances et des compétences physiques, intellectuelles et culturelles. Ils y développent aussi leurs aptitudes sociales. Dans certains cas plus compliqués, l'école est un lieu sécuritaire où ils peuvent se réfugier pour échapper à un foyer inapte. Certains peuvent aussi profiter de programmes alimentaires essentiels. Bref, l'école joue un rôle primordial.

Lorsque j'entends le premier ministre parler au nom du bien des enfants, je m'attends donc à ce qu'il mette tout en œuvre pour que notre réseau public soit le meilleur au monde. Si l'école est si importante, comment expliquer des conditions

aussi inadéquates pour les enseignants et le personnel de soutien ? Comment se fait-il que nous soyons obligés de vivre un tel débrayage, un tel mécontentement, un tel épuisement ? Quelqu'un à Québec — ce gouvernement et les précédents — a laissé notre réseau s'effondrer.

Laissez-moi vous présenter un cas qui illustre bien les ratages de notre école publique plombée par une cruelle ségrégation scolaire.

C'est l'histoire d'un élève qui termine son primaire dans une petite et très chouette école de quartier à Montréal. Il a 84 % de moyenne générale. Il aspire à entrer au secondaire, soit dans les écoles privées de son quartier, soit dans le programme enrichi de l'école secondaire publique. Mais voilà, il faut avoir 85 %, ou 75 % si l'élève vient d'une « école passerelle », ce qui n'est pas le cas de son école. Il fait aussi une demande d'admission dans une école publique à vocation artistique, où il sera accepté, mais malheureusement pas pigé au tirage au sort.

Donc, le petit bonhomme, après avoir poireauté sur des listes d'attente, se retrouve au programme régulier. Même en sachant que les classes régulières sont souvent composées d'élèves en difficulté, ses parents, en bons vieux gauchistes, se disent que leur fils pourra se valoriser en aidant les autres et que les écoles publiques méritent bien, elles aussi, d'avoir des « leaders » positifs.

Malgré la bonne foi de toute la famille, ce qui est venu après est une suite d'amères déceptions.

L'école secondaire de ce quartier est dans un grave état de délabrement, même s'il s'agit d'un bâtiment patrimonial. Les élèves du régulier ont été transférés dans une minable école primaire fermée, à environ cinq kilomètres du pavillon principal, dans un tout autre quartier.

Le jour de la rentrée, des mauvaises herbes fraîchement coupées et le vieux paillis sec de l'ancienne aire de jeu à moitié démembrée jonchaient l'asphalte craquelé de la cour d'école. Un étrange et vieux filet avait été installé en haut de la clôture, probablement pour éviter que les ballons de basket ne se retrouvent dans la rue. On aurait dit un centre de détention jeunesse du fin fond du Bronx, dans un film américain des années 1980.

« Tout cela n'est que cosmétique », se dit alors la maman, qui veut rester positive. Sauf que voilà, ce pavillon n'offre pas de gymnase ni de bibliothèque digne de ce nom et aucune activité parascolaire.

Pourtant, si des élèves ont besoin de soutien et d'activités pour rester accrochés à l'école, ce sont précisément ces élèves. Ce qui devait arriver arriva, le petit bonhomme pourtant curieux et vif a vu ses notes de français et de mathématiques baisser, sans parler de sa motivation. Je n'ose pas imaginer ce que ce type d'environnement peut provoquer sur les élèves en difficulté.

Ce garçon, c'est mon fils, son école, c'est Sophie-Barat, anciennement réputée pour être une bonne école secondaire publique. Mais il faut croire que le bien des enfants, ce sont les syndicats d'enseignement qui en sont responsables, surtout pas les gouvernements qui ont laissé nos fleurons se faner.

Je ne suis pas en colère parce que mon fils se retrouve dans cette situation. Dès l'année prochaine, je pourrai le changer d'école, parce que je suis privilégiée et que j'en ai les moyens.

Je suis en colère parce que les autres parents, les profs, et le personnel de ces écoles moribondes méritent mieux que du mépris et des discours culpabilisants. Le système public au complet mérite des investissements majeurs, des conditions dignes et du respect, ce que notre premier ministre, à l'écouter marmonner ses supplications de pacotille, semble incapable de lui donner.

Salomé Corbo est comédienne, improvisatrice, autrice et citoyenne du mieux qu'elle peut.